



Police-syndicat-Intérieur-social

Pouvoir d'achat des policiers: les syndicats "négocient" avec l'Intérieur

PARIS, 3 juil 2008 (AFP) - Les principaux syndicats de gardiens de la paix reçus mercredi par la ministre de l'Intérieur Michèle Alliot-Marie, concernant une série de dossiers en panne, dont celui du pouvoir d'achat, ont obtenu "l'ouverture de négociations", ont-ils annoncé jeudi.

Le Syndicat général de la police (SGP-FO), l'Unsa-police et Alliance, qui représentent 80% des gardiens de la paix et CRS, avaient établi récemment un "socle commun de revendications" dont la première est une "augmentation du pouvoir d'achat".

Ils avaient demandé une audience avec la ministre, qui a eu lieu mercredi, ont-ils indiqué jeudi dans un communiqué. Ils ont obtenu, selon eux, "l'ouverture de négociations" avec l'Intérieur.

Une "table ronde" se tiendra à cet effet "courant septembre", ont-ils ajouté, précisant que leur "premier objectif est atteint".

Les trois organisations ont précisé à la ministre avoir relevé une "perte du pouvoir d'achat" des policiers. Ils demandent la "reconnaissance de la pénibilité du métier" et le "maintien des effectifs" de police.

Les trois organisations ont appelé en mai et en juin les policiers "à la mobilisation", demandant un "calendrier précis" de négociations à l'Intérieur.

S'ils n'obtiennent pas satisfaction, certains responsables syndicaux avaient indiqué ne pas exclure une manifestation nationale en octobre à Paris.